

«Je ne suis pas venue au Venezuela pour juger, mais pour avancer»



Le président vénézuélien, Nicolás Maduro, a décidé, hier, de maintenir en poste les principaux ministres nommés par l'ex-chef de l'État, Hugo Chávez. Lors de son investiture officielle, en fin de semaine dernière, la France était représentée par la ministre déléguée chargée des Français de

l'étranger, Hélène Conway-Mouret. L'opposition vénézuélienne continue pourtant de refuser le résultat de l'élection gagnée par le socialiste Maduro avec 300 000 voix d'avance seulement, et crie à la fraude.

► **L'Union européenne a seulement «pris note» de l'élection. Pourquoi vous êtes-vous déplacée ?**

Des élections ont eu lieu, un candidat est arrivé en tête et a été élu. C'était exactement la même différence de suffrages en 1974 entre François Mitterrand et Valéry Giscard d'Estaing. J'avais une lettre du président Hollande afin de féliciter le peuple vénézuélien pour son civisme et le président Nicolás Maduro pour sa victoire. Nous n'étions pas les seuls, il y avait aussi l'Espagne et le Portugal, 61 délégations internationales en tout. Je ne suis pas venue pour juger, ni pour prendre parti, mais pour avancer. Il faut montrer que nous avons très envie de travailler avec le Venezuela. La «diplomatie économique» n'est pas qu'un concept. Benoît Hamon, le ministre de l'Économie sociale et solidaire, s'est déjà déplacé au Venezuela et reviendra en juin pour travailler avec le gouvernement. Il y a des sociétés françaises, comme Total, Alstom ou Legrand, qui sont très intéressées par ce pays. Le Venezuela a un potentiel énorme.

► **Comment avez-vous perçu les violences qui ont fait suite aux résultats de la présidentielle ?**

Dans la nuit du lundi 15 avril, plusieurs militants socialistes ont été tués. Je ne suis pas une spécialiste, mais j'ai compris que l'opposition est divisée et que de petits groupuscules, minoritaires, ont exprimé leur frustration par la violence. Nicolás Maduro a traité son adversaire de «fasciste», mais il a aussi exprimé sa volonté de paix sociale. Je crois qu'il est obligé d'inscrire son discours dans la continuité de celui de Hugo Chávez.

► **Les tensions franco-vénézuéliennes, nées des désaccords sur l'intervention française en Libye en 2011, sont-elles oubliées ?**
C'est oublié. Nous n'avons pas parlé de politique étrangère de toute façon. Je sais que le Venezuela est l'un des derniers pays à reconnaître officiellement l'État syrien, mais le gouvernement est tout neuf et nous ne savons pas encore comment il va se positionner. Nicolás Maduro doit affronter d'autres problèmes comme l'insécurité et les pénuries.

Recueilli par S.P. - R.